



Frédéric Georges-Tudo. Quand les mensonges finissent par s'imposer.

Exit les retraités, les chômeurs, les temps partiels. Ce parti pris écarte près de trente millions d'adultes, parmi les moins lourdement taxés ! Si l'on intègre l'ensemble de la population, le taux de prélèvement des 50 % de Français les plus modestes tombe à 30 %. Autre oubli incroyable de Piketty : il ne tient pas compte des mécanismes redistributifs. C'est-à-dire qu'indemnités chômage, minima sociaux, RSA n'entrent pas dans les revenus des plus pauvres. Troisième artifice, il intègre aux revenus des plus riches les bénéfices non distribués par les sociétés, considérant que ces "revenus", pourtant purement virtuels, représentent un enrichissement "potentiel". Si l'on revient à des calculs basés sur la réalité, le taux de prélèvement des 1 % les plus riches est plus proche des 40 %, pendant que celui des plus pauvres ne dépasse pas 25 %.

Bref, en manipulant les chiffres, on leur fait dire ce que l'on veut... C'est exactement cela et l'on pourrait aller encore plus loin. Dans ses calculs, Piketty a encore osé ajouter des revenus imaginaires aux propriétaires occupant leur logement. Ce que l'on appelle, en termes comptables, "l'imputation de loyers fictifs". C'est-à-dire qu'un propriétaire dont le logement, à la location, coûterait par exemple 2 000 euros par mois voit ses revenus augmenter fictivement de 24 000 euros par an, dont il n'a en réalité jamais bénéficié. Encore une manière hallucinante de gonfler artificiellement les revenus des ménages les plus aisés.

Donc vous ne croyez pas à la solution miracle "y a qu'à faire payer les riches" ? Les riches ne sont évidemment ni assez nombreux ni assez riches pour régler le problème des déficits. La taxation à 75 % ne rapporterait pas plus de 250 millions d'euros par an. Une somme ridicule, comparée au déficit budgétaire annuel, proche des 100 milliards d'euros. Surtout, cette mesure serait totalement contre-productive. Ce serait tuer dans l'œuf tout esprit d'initiative. Si l'on avait pris 75 % de ses revenus à Steve Jobs, l'iPhone et l'iPad n'existeraient pas. Où plutôt, ils auraient été conçus ailleurs.

Propos recueillis par JOSÉE POCHAT

Salauds de riches !, de Frédéric Georges-Tudo, François Bourin Éditeur, à paraître le 13 avril.

Impôts : des chiffres manipulés

Entretien *Ceux qui affirment que les riches payent proportionnellement moins d'impôts que les autres tronquent les chiffres, dénonce le journaliste économique Frédéric Georges-Tudo.*

Dans votre livre, *Salauds de riches !*, à paraître mi-avril, vous vous battez contre ce que vous appelez les idées reçues. Lesquelles vous paraissent les plus criantes ? Plus que des idées reçues, il s'agit carrément de mensonges, d'une désinformation sciemment véhiculée par les égalitaristes de tout poil, largement reprise par les médias jusqu'à apparaître comme des vérités premières. La première d'entre elles, c'est la si célèbre petite phrase, « les riches sont de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres ». Si l'on regarde les statistiques de l'Insee sur les revenus des 10 % les plus pauvres et des 10 % les plus riches, en France, que note-t-on ? En 1970, le rapport entre ces deux catégories s'établissait à 4,6. Il était de 3,4 en 2009, tout comme en 1979, 1985, 1996 ou encore 2007. Pour étayer cette thèse, les égalitaristes comparent les 10 % les plus pauvres aux 0,01 % des salariés les mieux payés, qui ne représentent que 1 700 personnes.

En vérité, ce type de comparaison n'a aucune valeur scientifique. Les inégalités ont effectivement augmenté, mais dans un seul domaine : le patrimoine. C'est la conséquence de l'exceptionnelle

flambée des prix de l'immobilier depuis dix ans. Mais il n'y a là aucune spoliation des uns au détriment des autres. **Admettez-vous tout de même que, grâce aux niches fiscales, les riches arrivent à optimiser leurs impôts et finissent, proportionnellement, à moins payer que les catégories modestes ?** Mensonge, encore, orchestré cette fois-ci par l'économiste Thomas Piketty. Il nous affirme, graphiques à l'appui, que les 50 % des Français les plus modestes feraient face à des prélèvements globaux (impôts sur le revenu et le capital, TVA, cotisations sociales) de 45 % de leurs revenus, en moyenne. Imposition qui commencerait à devenir dégressive pour les 5 % les plus riches et en particulier pour le club des 0,1 % de super-riches, dont le taux effectif de prélèvements ne dépasserait pas 35 %.

Comment est-il arrivé à cette conclusion ? En se basant sur des hypothèses fausses, donc trompeuses, comme l'a très bien démontré l'Ifrap (Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques). Tout d'abord le champ de son étude ne tient compte que des 18-65 ans exerçant une activité professionnelle à temps plein.